



LES CONSISTOIRES ISRAÉLITES D'ALGÉRIE AU XIX^e SIÈCLE

En 1845, la France dote les communautés juives d'Algérie de nouvelles institutions : un Consistoire israélite algérien siégeant à Alger et deux consistoires provinciaux, à Oran et à Constantine, sont créés par une ordonnance royale. La mesure a été réclamée par le Consistoire central des israélites de France. Celui-ci souhaite appliquer aux judaïcités algériennes le programme de régénération religieuse, sociale et culturelle qu'il prétend mettre en œuvre en métropole. Le projet de rendre les juifs « indigènes » citoyens français, envisagé dans un premier temps par le gouvernement, est finalement repoussé à un avenir lointain.

Totalement étrangers au judaïsme maghrébin, les consistoires vont-ils marquer durablement de leur empreinte les communautés juives algériennes ? Peu nombreux et mal accueillis par leurs coreligionnaires africains, les rabbins alsaciens envoyés par le Consistoire central sont-ils en mesure de mener à bien leur « mission civilisatrice » ? Comment les élites locales qui siègent à leurs côtés s'approprient-elles les nouvelles institutions communautaires ? Quelle place est laissée aux rabbins « indigènes » ? Comment les dirigeants des consistoires font-ils face à la crise anti-juive qui culmine en 1898 dans la colonie ?

Autant de questions auxquelles répond ce livre qui retrace, à travers l'histoire des consistoires, les étapes de la modernisation des sociétés juives algériennes de 1830 à la veille de la Première Guerre mondiale.

Agrégée de lettres classiques, docteur en histoire, **Valérie Assan** a contribué à plusieurs livres collectifs sur l'histoire des juifs de France et d'Afrique du Nord. Cet ouvrage est issu de sa thèse, soutenue en 2010 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et récompensée en 2011 par le Prix de thèse d'études juives en langue française de la Société des études juives.

6961353

ISBN : 978-2-200-27723-9



Table des matières

<i>Sommaire</i>	7
<i>Remerciements</i>	9
<i>Introduction générale</i>	11
1. Quelle place pour les juifs dans la société coloniale en formation? ..	27
La société juive dans les années 1830-1840	29
<i>De la domination ottomane à la domination française: les éléments de permanence</i>	29
<i>Les juifs entre trois dominations: turque, arabe, française</i>	35
<i>L'évolution des institutions juives sous l'effet de l'occupation française</i>	38
L'opinion française et la régénération des juifs d'Algérie: des réticences.....	42
<i>Régénération et civilisation</i>	42
<i>Le point de vue des militaires et de l'administration civile</i>	46
<i>Émergence d'un projet de régénération des juifs d'Algérie</i>	50
<i>Le point de vue du gouvernement</i>	53
2. De la « nation juive » au consistoire: genèse d'une modernisation institutionnelle	61
L'impulsion donnée par les juifs de France.....	62
<i>La mobilisation du Consistoire central</i>	62
<i>La promotion du système consistorial par la presse israélite française</i>	65
<i>Des consistoires débarrassés de l'héritage napoléonien?</i>	71
Voix discordantes à Alger.....	73
<i>Contacts entre le gouvernement et plusieurs juifs d'Alger</i>	73
<i>L'attachement des « rabbins d'Alger » au serment more judaico</i>	79
Vers l'ordonnance instituant des consistoires en Algérie.....	86
<i>Une étape décisive: la mission Altaras-Cohen</i>	86
<i>L'ordonnance du 9 novembre 1845, du premier projet à sa promulgation</i>	89

3. L'évolution de la législation jusqu'à la loi de Séparation	99
La tutelle métropolitaine	100
<i>La difficile mise en œuvre de l'ordonnance de 1845</i>	100
<i>Le judaïsme algérien placé sous l'autorité du Consistoire central</i>	109
Le morcellement des consistoires: une victoire des anti-juifs « algériens »	117
<i>Dénonciation du « cléricanisme juif »</i>	117
<i>Le décret Laferrière</i>	122
<i>Le décret du 21 septembre 1903</i>	129
L'application de la loi de Séparation au judaïsme Algérien	133
<i>Une application partielle de la loi de Séparation en Algérie</i>	133
<i>Les inquiétudes des représentants du judaïsme en France et en Algérie</i>	135
<i>Les aménagements de la loi concernant le culte israélite en Algérie</i>	138
<i>Les associations cultuelles, une menace pour le judaïsme algérien ou l'occasion de s'affranchir de la tutelle métropolitaine ?</i>	141
4. Les hussards du Consistoire central	149
Le rabbinat consistorial, fer de lance de la régénération	150
<i>Un débat métropolitain transporté en Algérie</i>	150
<i>Des rabbins français imposés par la force</i>	156
<i>La création de nouvelles chaires rabbiniques: utopie et réalités</i>	160
<i>Le rabbin, pièce maîtresse de l'organisation consistoriale</i>	162
Carrières rabbiniques.....	165
<i>Fonctions officielles et projet de régénération</i>	165
<i>Des postes peu attractifs</i>	175
5. Les laïcs, entre tradition et modernité	185
Un groupe social homogène	186
<i>De la nomination autoritaire à l'élection des laïcs</i>	186
<i>De 1871 à la fin de la période concordataire: un mode électif</i>	190
<i>Des auxiliaires de la domination française</i>	194
<i>Des notables</i>	202
<i>Une oligarchie ?</i>	205
Rôles et fonctions au sein des consistoires.....	210
<i>Des chefs jaloux de leurs prérogatives</i>	210
<i>De bons administrateurs de leur communauté</i>	214

6. « Les véritables rabbins de la communauté »	227
Les rabbins maghrébins inclus dans l'administration consistoriale	228
<i>Un personnel mal reconnu</i>	228
<i>Des auxiliaires du système consistorial</i>	235
Entre autorité spirituelle et absence de pouvoir: les rabbins « indigènes » dans les communautés	240
<i>Les relations avec les dirigeants communautaires: alliance ou soumission ?</i>	240
<i>Les rabbins « indigènes » face à l'émancipation</i>	247
7. Midrach et école française	255
Un enseignement traditionnel qui perdure	257
<i>Des écoles placées sous la surveillance des autorités coloniales</i>	257
<i>Les consistoires face aux midrachim</i>	265
Les écoles israélites françaises.....	267
<i>Avant 1845 et l'établissement des consistoires en Algérie</i>	267
<i>La politique scolaire des consistoires</i>	271
8. De la maison d'étude au temple consistorial	285
Les synagogues privées, un mal nécessaire?.....	286
<i>Les insuffisances des lieux de culte au lendemain de la conquête française</i>	286
<i>La portée symbolique des synagogues</i>	290
Bâtir des synagogues.....	298
<i>Le financement, talon d'Achille des communautés</i>	298
<i>La grande synagogue d'Oran</i>	301
<i>Un symbole de l'émancipation</i>	306
9. Naturalisation et émancipation	313
Les consistoires et la question de l'émancipation avant 1870	314
<i>L'action des consistoires jusqu'en 1865</i>	314
<i>Les juifs d'Algérie et le sénatus-consulte de 1865: une fausse polémique?</i>	323
Les consistoires de l'Algérie et le décret Crémieux.....	332
<i>Mobilisation des consistoires algériens pour l'émancipation</i>	332
<i>La défense du décret</i>	338
10. Dans la tourmente anti-juive	365
Les grandes étapes de la crise anti-juive.....	367

<i>Les débuts de la crise</i>	367
<i>Le « moment antisémite » de 1898</i>	372
<i>Le déclin</i>	378
<i>L'entrée du judaïsme parisien dans la lutte</i>	380
<i>Les consistoires algériens réduits à l'impuissance?</i>	380
<i>L'Alliance israélite universelle et le Comité de défense contre l'antisémitisme</i>	389
<i>Le Groupe d'études sociales</i>	401
<i>Conclusion générale</i>	407
<i>Annexes</i>	425
I. Ordonnance royale du 9 novembre 1845	425
II. Répertoire géographique des membres laïques des consistoires.	430
III. Liste des délégués des consistoires algériens au Consistoire central	438
<i>Alger</i>	438
<i>Oran</i>	439
<i>Constantine</i>	439
IV. Documents concernant le statut juridique des juifs « indigènes »	439
1. <i>Sénatus-Consulte impérial du 14 juillet 1865</i>	440
2. <i>Décret du 24 octobre 1870</i>	441
<i>Bibliographie</i>	471
<i>Glossaire</i>	473
<i>Index des noms de personnes</i>	481
<i>Table des matières</i>	